



Grenelle de l'environnement :

Positions de la CGT-INRA sur les OGM

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École
Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 23/10/2007

La CGT-INRA, à l'occasion du « Grenelle de l'environnement » tient à rappeler sa position sur les cultures de plantes transgéniques (PGM).

S'il a été (est ?) une tribune à des mouvements peu entendus d'habitude, le « Grenelle de l'environnement » n'est certainement pas un modèle de concertation et l'on sent bien que beaucoup de choses étaient réglées à l'avance. Il n'a en tout cas pas grand-chose à voir avec les accords obtenus contre le patronat et le gouvernement au printemps 1968, à la suite de l'un des plus puissants mouvements sociaux du XX^{ème} siècle !

Mais **au moment où d'aucuns**, par voie de presse, **dévoient les conclusions pourtant diverses et mesurées des chercheurs de l'INRA pour appeler à la généralisation des cultures d'OGM**, nous tenons à rappeler, en tant que première organisation syndicale de l'INRA et forte de notre représentation dans l'ensemble des instances de l'organisme, que **les choses sont loin d'être aussi simples**.

Les recherches scientifiques conduites à l'INRA - comme l'ensemble du développement d'innovations socialement utiles - sont soumises aux lois du marché et les orientations actuelles du gouvernement et de l'OMC ne font que renforcer cette tendance néfaste. Le développement des recherches sur les plantes, y compris transgéniques, est entravé par une vision mercantile de l'agriculture, qui est déjà la cause de graves déséquilibres mondiaux. **Instrumentalisée par les oligopoles biotechnologiques, la transgénèse, porteuse de progrès possibles risque dans les conditions actuelles, de mettre à mal notre potentiel de recherche** pour un progrès génétique au service de tous. Ce progrès génétique ne se limite pas d'ailleurs, aux recherches sur la transgénèse et les OGM, tant il est possible de créer des variétés améliorées et performantes, répondant à la demande sociale, en utilisant des techniques non-OGM.

* * * * *

Partant de cette analyse, **la CGT INRA appuie sa position sur un certain nombre de considérations :**

Au plan fondamental, transgénèse et production de PGM sont des techniques qu'il faut développer et maîtriser à l'INRA pour les besoins des citoyens, et en vue de contribuer à résoudre des questions d'intérêt universel (connaissances des génomes et de leur fonctionnement, innovations variétales utiles intégrées à une vision d'ensemble de la production agricole). On sait que pour la plupart des caractères importants en agriculture durable, un transgène ne pourra être utile que dans une plante améliorée sur l'ensemble de son génome (et non sur un seul gène), d'où le nécessaire développement simultané des techniques d'améliorations qui s'adressent à l'ensemble du génome.

Au plan de l'innovation agronomique, les plantes transgéniques (PGM) ne feront donc pas plus de miracles que la génétique en général. D'ailleurs, d'autres voies de progrès génétiques variétaux (hybridations, sélection récurrente, introgression, etc.) doivent être développées. Mais les PGM ne seront pas nécessairement toutes inutiles. Aujourd'hui, s'il n'y a pas de démonstration probante de l'efficacité extraordinaire généralement prêtée

aux OGM végétaux pour l'environnement et la santé c'est aussi que les PGM actuellement commercialisées le sont au profit unique des multinationales agroalimentaires.

Au plan de la sécurité des citoyens et de leur environnement, chaque OGM pose des problèmes spécifiques écologique et agronomique. Par exemple, l'utilisation de certains PGM en plein champ pose les problèmes de résistance accrue des ravageurs aux agents de sélection portés par les PGM. La mise en place d'une agriculture de type durable basée sur l'utilisation de la biodiversité des espèces et l'utilisation raisonnée des assolements afin de faire baisser les pressions parasitaires reste plus que jamais une alternative sérieuse à une production généralisée de PGM résistantes à divers herbicides ou ravageurs.

Sur les plans économique et juridique, la création de PGM résistantes à divers pesticides ou ravageurs entraîne aujourd'hui un diktat des firmes agrobiotechnologiques et semencières sur les agriculteurs vis à vis de leur utilisation. Le système des brevets et la mise en culture d'OGM sous licences sur le territoire national mettent en danger le système de certification des semences et de libre accès aux ressources génétiques. **Plus généralement, la non-brevetabilité du vivant est indispensable au développement du progrès génétique.** Il n'existe par ailleurs à ce jour aucune mesure efficace pour empêcher et contenir les flux de gènes entre champs cultivés à l'échelle du territoire. Si les producteurs dont les récoltes comporteraient des gènes particuliers risquaient des sanctions alors il serait absolument nécessaire de prendre une série de mesures techniques et juridiques protégeant agriculteurs et consommateurs, mesures qui ne sont pas prises actuellement.

* * * * *

Seule la recherche publique et totalement indépendante des financements privés est légitime pour mener des études sur les avantages et les inconvénients des OGM.

Dans ce contexte, **le moratoire de la culture des OGM est nécessaire**, et l'Etat doit assurer à l'INRA les moyens de conduire des recherches sur le sujet.

En rupture avec son suivisme ordinaire, **la Direction Générale de l'INRA doit prendre des mesures pour libérer la recherche publique de ses liens exclusifs avec quelques compagnies semencières (notamment à travers les contrats de l'ANR) et argumenter auprès des autorités de tutelle pour une nouvelle orientation de la recherche publique.**

Paris le 23 octobre 2007.

En savoir plus, sur notre site : <http://www.inra.cgt.fr/actualites/ogm/index.htm>